

Réactions à l'actualité

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 22 au 28 octobre 2016

Rappel, la semaine dernière : Livre « Un président... » ; situation de la police ; Russie/Syrie ; NDDL ...

Livre « Un président ne devrait pas dire ça » : en forte baisse

Les messages sur la parution du livre « *Un président ne devrait pas dire ça* » sont en forte baisse avec 35 courriers seulement contre 80 la semaine dernière.

Les tendances restent les mêmes : 70% commentent la démarche, « *cet exercice périlleux* ». La moitié est convaincue : « *merci de vous ouvrir, merci de vous éloigner du politiquement correct* », même si le timing n'est pas toujours compris : « *j'apprécie votre franchise, mais pourquoi faire cela en fin de mandat, juste avant la campagne ?* ». L'autre moitié y voit une atteinte à la fonction, une diversion des priorités (« *le chômage, la crise migratoire, le terrorisme... mais monsieur prend le temps de rencontrer des journalistes* »), des sympathisants socialistes estiment que le Président « *s'est tiré une balle dans le pied* ».

30% ont réagi sur le fond, principalement aux propos sur l'institution judiciaire, toujours de façon majoritairement favorable mettant l'accent sur « *le courage du Président* » : « *on peut admirer votre franc-parler* ».

Situation de la police : modéré, stable

Comme la semaine dernière, une vingtaine de français se sont exprimé sur la situation de la Police, reprenant très majoritairement l'ensemble de leurs revendications : « *ils méritent la reconnaissance de la nation et un geste fort de l'Etat en leur faveur* » ; « *le peuple soutient les policiers* ». Beaucoup commentent « *ces zones de non droit* » qui « *doivent être investies, récupérées, il n'y a pas d'autre solution* » en replaçant cette question dans un contexte plus large de « *perte d'autorité de l'Etat* » notamment à l'école.

Seuls quelques courriers ont critiqué les manifestations des « *policiers cagoulés* » : « *ne pas réagir lorsque les manifestants portent ostensiblement les armes est une erreur incommensurable* ».

Calais : modéré

Les réactions au démantèlement de la Jungle de Calais sont partagées. Plus de la moitié expriment un mécontentement, la plupart refusant l'accueil de migrants de la Jungle dans leurs communes (« *dans un village comme le nôtre où il n'y a que 1700 habitants et pas de travail, je ne vois vraiment pas ce que vont faire les migrants* »), qui serait imposé sans concertation par les préfets jugés « *autoritaires* ».

Les autres félicitent le Président pour le démantèlement (« *chapeau bas pour avoir agi, et mis en œuvre cette solution humanitaire* ») ou s'inquiètent de la situation des mineurs : « *ils doivent recevoir la sécurité et protection dont ils ont besoin en tant qu'enfants* ».

Par ailleurs, une trentaine de courriers hostiles à l'accueil de réfugiés « *qui sont mieux traités que les Français* » s'oppose inflexiblement à « *l'immigration musulmane envahissante* ».

Négociations du CETA : faible

L'opposition initiale du Gouvernement et du Parlement de la Wallonie à la ratification de l'accord de libre-échange entre l'UE et le Canada a suscité 12 réactions.

L'ensemble de ces courriers exprime une ferme opposition au TAFTA et au CETA et dénonce des accords « *inutiles* », allant à l'encontre « *de l'intérêt général du peuple européen* ». Les principaux griefs relevés sont « *l'absence de transparence dans les négociations* » ainsi que les tribunaux d'arbitrage : « *créer des instances politiques supranationales non élues permettant aux multinationales d'attaquer en justice tout Etat ou collectivité locale qui ne se plierait pas aux normes issues du Traité est une atteinte profonde à nos choix de société* ».

Les discours Paul Magnette, largement relayés sur les réseaux sociaux, ont rencontré un grand succès et sont considérés comme « *clairs, convaincants* ». Un quart des messages l'oppose à François Hollande, jugé « *complice des multinationales* » et « *hypocrite car cet accord va démanteler la COP21* ».

Deux décisions de conseils municipaux ont en outre été transmises et déclarent leurs communes « *zones hors TAFTA et CETA* ».

Relations France - Russie / Syrie : faible en baisse

De nouveau en forte baisse, la dizaine de commentaires géopolitiques relatifs au conflit syrien et aux relations entre la France et la Russie sont le plus souvent sans opinion. Seules deux personnes ont réagi au bombardement d'une école de la province d'Idlib pour exprimer une vive « *émotion mêlée de dégoût* » et encourager le Chef de l'Etat à intervenir « *d'urgence* » en « *fédérant* » à ses côtés « *la communauté internationale* » afin de mettre fin au conflit.

Chiffres du chômage : très faible

La baisse du nombre de chômeurs en France au mois de septembre n'a entraîné que 8 réactions, la plupart sceptiques quant à la méthode choisie pour calculer le nombre de demandeurs d'emploi : « *tout le monde sait que la majorité sont juste en stage ou en formation, rien ne dit qu'ils ont retrouvé un travail* » ou estimant que la baisse est à mettre en perspective avec l'évolution générale du chômage depuis le début du quinquennat. Seuls deux citoyens félicitent le Président en lui faisant crédit de ce succès.

Notre-Dame-des-Landes : 2

*

Rencontre avec le président de la fédération nationale des chasseurs : très fort (

En s'appuyant sur des textes pétitionnaires diffusés sur des sites internet d'associations de protection de la nature et des animaux, plus de 500 personnes se sont mobilisées pour marquer leur opposition à l'entretien entre le Chef de l'Etat et le président de la Fédération nationale des chasseurs. Aussi, 80% de ces intervenants - très majoritairement des femmes - ont écrit pour la première fois au Président.

Invariablement, les courriers expriment la désapprobation des correspondants irrités à l'idée que le Président de la République puisse entendre les revendications de la corporation des chasseurs « *pour quelques voix* ». Ils lui opposent notamment l'absence de dialogue avec les représentants d'associations de défense de la faune et de la flore et dressent parfois une critique plus générale de l'engagement du gouvernement en faveur d'une politique environnementale forte et contraignante.

Si les demandes de restrictions sévères de la pratique de la chasse voire son « *abolition pure et simple* » constituent le cœur des requêtes, quelques éléments nouveaux sont apparus en fin de semaine comme les appels à la révision du mode d'administration de l'office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) : « *j'ai l'espoir que vous saurez faire le choix de la sagesse quant au respect de la biodiversité en refusant que l'ONCFS reste aux mains des chasseurs* » ou son intégration au sein de l'agence nationale de la biodiversité.

Enfin 20% des personnes annoncent conditionner leur prochain vote aux orientations et propositions qui seront faites par les candidats en faveur de la protection animale et environnementale : « *j'ai voté pour vous aux dernières élections et je ne regrette pas mon vote, cependant je suis très attaché à la cause animale et je ne sais pas si je voterai de nouveau pour vous si je réalise que la cause animale ne mérite même pas un entretien pour vous* »/.